



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES ARDENNES

direction de la coordination et
de l'appui aux territoires

direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement Grand-Est

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société Métal-Blanc située sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle (08230)

Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU les conclusions sur les meilleures technologies disponibles (MTD) relatives à la transformation des métaux non ferreux parues au journal officiel le 30 juin 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 31 mars 2008 délivré à la société Métal Blanc pour les installations qu'elle exploite au 48, rue Pasteur sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle (08230) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 janvier 2017 délivré à la société précitée et en particulier son article 1.2.3 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018-66 du 02 février 2018 portant délégation de signature à M. Frédéric CLOWEZ, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées du 4 juillet 2016 (référéncé Sai-AnS/JoR-n°16/364), transmis à la société Métal Blanc ;

VU le dossier de réexamen et le rapport de base transmis le 28 juillet 2017 par l'exploitant au préfet des Ardennes ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 7 décembre 2017 (référéncé Sai-AnS/JoL-n°17-470) jugeant le dossier susvisé incomplet ;

VU le courrier préfectoral du 23 janvier 2018 transmis à la société précitée ;

VU les compléments au dossier de réexamen et au rapport de base transmis par la société Métal Blanc à l'inspection des installations classées par courriel le 16 mai 2018 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées, référence Sai-AnS/JoL-n° 18/175, établi le 30/05/2018, à l'issue de la visite d'inspection du 3 avril 2018 sur site ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté le 06 juin 2018 juin 2018 à la connaissance du demandeur et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

VU l'absence d'observations présentées par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT que les activités exercées par la société Métal Blanc, située au 48, rue Pasteur sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle, sont soumises à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conclusions sur les MTD relatives à la transformation des métaux non ferreux sont parues au journal officiel le 30 juin 2016 ;

CONSIDÉRANT que suite à la parution de ces MTD et au regard des activités exercées sur le site susvisé, la société Métal Blanc était notamment tenu de transmettre au préfet, sous un délai d'un an, un dossier de réexamen et un rapport de base, conformément aux dispositions de l'article R. 515-70 et R. 515-59 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a transmis un courrier à l'exploitant, le 04 juillet 2016, l'informant de la parution des conclusions des MTD précitées et lui rappelant ses obligations réglementaires en matière de transmission d'un dossier de réexamen et un rapport de base avant le 30 juin 2017 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a transmis, au préfet des Ardennes, le dossier susvisé que le 28 juillet 2017, soit près d'un mois après l'échéance réglementaire initiale ;

CONSIDÉRANT que, le 07 décembre 2017, l'inspection des installations classées a jugé ce dossier incomplet ;

CONSIDÉRANT que le Préfet des Ardennes a adressé, le 23 janvier 2018, une demande de compléments à l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'au cours de la visite d'inspection du 03 avril 2018, l'inspection des installations classées a constaté l'absence de transmission des compléments précités dans le délai imparti, à savoir 2 mois ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courriel du 16 mai 2018, des compléments à son dossier initial précité ;

CONSIDÉRANT que ces compléments ne répondent pas à l'ensemble des remarques formulées par courrier préfectoral du 23 janvier 2018, notamment sur la comparaison par rapport aux BREF transversaux ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions, il convient de faire usage des dispositions prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement, à savoir que : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est,

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société Métal Blanc, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro SIRET 54205269100061 et dont le siège social est situé 19, boulevard Malesherbes à Paris (75014), est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté, pour les installations qu'elle exploite au 48, rue Pasteur sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle (08230).

Article 2 : Dossier de réexamen et rapport de base

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de transmettre un dossier de réexamen et un rapport de base conforme aux dispositions définies par les articles R. 515-72 et R. 515-59 du code de l'environnement.

Article 3 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée – 51000 Châlons-en-Champagne, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Elle peut également faire l'objet dans le même délai d'un recours gracieux ou hiérarchique devant l'autorité administrative.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société Métal-Blanc et dont copie sera adressée pour information au maire de Bourg-Fidèle (08230).

Charleville-Mézières, le 25 juin 2018

le préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Frédéric CLOWEZ

